



Informations du Guatemala

2° année / N° 80

du 6 au 12 juillet 1984

POLITIQUE

Les félicitations des Etats-Unis
Sanctions proposées contre les abstentionnistes
Les élections ne remplissent pas les conditions requises par l'ONU
Les élections et la stratégie nord-américaine
Elections sur un fond de terreur

ECONOMIE

La privatisation des entreprises nationalisées

EGLISE

Le Vatican fait l'éloge de la lettre de l'épiscopat guatémaltèque

INSURRECTION

Embuscade dans le Quiché
Deux embuscades dans le Peten
Attaques dans la capitale et à Solola

DROITS DE L'HOMME

Recours en habeas corpus
On demande la libération des disparus
Violence officielle après les élections
Assassinats en prison

POLITIQUE

LES FELICITATIONS DES ETATS-UNIS

Harry Schlaudeman, ambassadeur itinérant de l'administration Reagan en Amérique Centrale, est arrivé au Guatemala le 5 juillet pour "féliciter le gouvernement et le peuple" du résultat des élections du dimanche 1er juillet. Shlaudeman est arrivé à l'aéroport militaire et a été conduit, entouré d'importantes mesures de sécurité, au Palais national où il s'est entretenu avec le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade.

De source officielle, on sait que Andrade a renouvelé la demande d'aide militaire et économique adressée par le gouvernement guatémaltèque aux Etats-Unis.

SANCTIONS PROPOSEES CONTRE LES ABSTENTIONNISTES

Le 10 juillet, Mario Guerra Roldan, directeur du registre des citoyens, a proposé que le Tribunal Electoral Suprême prenne des sanctions contre les abstentionnistes aux élections pour la Constituante .

Guerra propose que les personnes qui se sont abstenu d'exercer leur droit de vote soient citées en justice pour expliquer leur attitude et éventuellement condamnées à payer une amende de 5 quetzales (= dollars).

Selon les statistiques officielles, 30% des 2,5 millions d'électeurs se sont abstenus lors de ces élections.

LES ELECTIONS NE REMPLISSENT PAS LES CONDITIONS REQUISES PAR L'ONU

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a affirmé le 4 juillet que le déroulement des élections du 1er juillet n'a pas rempli les conditions stipulées par l'ONU pour atteindre une démocratie véritable.

Dans une résolution datée du 14 mars 1984, l'ONU avait demandé au gouvernement guatémaltèque de garantir la libre participation de toutes les forces politiques et le déroulement d'élections sans répression gouvernementale, conditions indispensables à la réalisation d'élections effectives.

Néanmoins, fait remarquer l'organisation humanitaire, les groupes de gauche ont été exclus du processus électoral, et les nombreux enlèvements et assassinats de la période pré-électorale n'ont pas permis une libre participation. Durant le mois qui a précédé les élections, les medias ont rendu compte d'au moins 90 assassinats, de 66 enlèvements, de 103 personnes blessées lors d'opérations menées par les forces de sécurité.

LES ELECTIONS ET LA STRATEGIE NORD-AMERICAINE

Selon Danilo Aguirre Solis, premier secrétaire de la Fédération Latino-Américaine des journalistes (FELAP), les élections au Guatemala s'insèrent dans la stratégie régionale du gouvernement des Etats-Unis en Amérique Centrale.

Lors de la deuxième conférence des journalistes d'Amérique Centrale et de la Caraïbe, tenue à Managua (Nicaragua), Aguirre Solis a signalé que l'objectif des Etats-Unis consiste à favoriser une ouverture des régimes anti-démocratiques, ceci afin de permettre l'assistance militaire directe de la Maison Blanche.

ELECTIONS SUR UN FOND DE TERREUR

L'armée guatémaltèque a eu recours à la coercition pour contraindre les Guatémaltèques à se présenter aux urnes, a affirmé le 12 juillet à San José de Costa Rica Cristina Lopez, représentante du Comité pour l'Unité Paysanne (CUC).

La représentante des paysans a remis en question la validité du processus électoral, "puisque'il n'y a pas de participation effective du peuple et qu'aucun des candidats ne représente les intérêts de la majorité de la population".

Les paysans ont voté contraints et forcés par la violence officielle qui s'exerce depuis longtemps à leur encontre. Cristina Lopez a rappelé la tactique de la terre brûlée, les déplacements massifs de populations, les concentrations de paysans dans des hameaux stratégiques et l'obligation d'intégrer les patrouilles d'auto-défense civile.

Tous ces éléments créent une ambiance de terreur impressionnante, invisible le jour des élections, mais qui constitue un processus permanent de violations des droits de l'homme, a conclu la dirigeante.

ECONOMIE

LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES NATIONALISEES

Des organismes de recherche économique du secteur privé, comme le Centre de Recherches Economiques Nationales (CIEN) et le Centre d'Etudes Economiques et Sociales (CEES) ont récemment publié des statistiques selon lesquelles le budget des entreprises d'état autonomes et décentralisées représente presque la moitié des dépenses publiques. Ce budget a augmenté de 29,945% en 20 ans. Selon le CIEN, ces résultats révèlent un "manque de contrôle" de l'Etat. Le secteur privé y voit l'explication principale de la destruction virtuelle du régime judiciaire, du mauvais fonctionnement des forces armées et de la mauvaise image du Guatemala à l'étranger.

GUATEMALA : EVOLUTION DES DEPENSES PUBLIQUES SUR 20 ANNEES

	1962		1972		1982		CROISSANCE SUR 20 ANS
		%		%		%	
TOTAL DES DEPENSES PUBLIQUES	121,0	100,0	352,4	100,0	2774,7	100,0	2,293 %
GOVERNEMENT CENTRAL	116,7	96,4	235,1	66,7	1481,4	53,4	1,269
ENTREPRISES D'ETAT ET ENTITES DECENTRALISEES	4,3	3,6	117,3	33,3	1293,3	46,6	29,945
JUSTICE	2,0	1,3	3,7	1,1	8,3	0,3	410,000
SECURITE/DEFENSE	14,6	12,0	30,7	8,7	133,8	4,8	918,000
RELATIONS INTERNATIONALES	2,1	1,8	4,3	1,2	10,5	0,4	494,000

SOURCE : Ministère des Finances. Chiffres en millions de quetzales.

Dans un entretien accordé au journal El Grafico, Juan Bendfeldt, directeur du CIEN, explique cette surprenante croissance par le fait que les entreprises d'Etat ont un budget qui n'est pas inclu dans le budget général de la nation, ceci en raison de leur "autonomie". Ces entreprises, sans aucun doute, ont été dirigées par des gradés militaires depuis de nombreuses années.

Selon le secteur privé, l'existence de ces entreprises affaiblit l'économie, en drainant les ressources du secteur productif pour rivaliser avec celui-ci (dans des conditions privilégiées) dans des activités commerciales, bancaires et en général dans la prestation de services qui ne relèvent pas du gouvernement.

Les défauts structurels, attribués à la corruption, du projet de construction le plus onéreux du pays, la centrale hydroélectrique de Chixoy, sont l'exemple le plus cité par les secteurs productifs pour réclamer la restriction des fonctions économiques, sociales et d'assistance de l'Etat.

Partant du principe selon lequel les gouvernements militaires ont utilisé l'Etat pour s'enrichir pendant plus de 20 ans, le secteur privé tente de s'approprier les entreprises à fort taux de profit, dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications, de l'hydraulique, des services portuaires, de la construction des routes et même des services professionnels, et de réduire le rôle de l'Etat.

Beaucoup de ces entreprises d'Etat sont le résultat de nationalisations ou de luttes populaires et d'un coût économique et social très élevé.

D'autre part, le secteur patronal ne semble pas chercher un affrontement avec l'armée, "mais une alternative permettant le maintien de son pouvoir économique". Le CIEN signale que, alors que le budget des entreprises d'Etat augmentait de façon considérable, celui de la Défense "n'a augmenté que de 918%, (soit x 17) en 20 ans, le pays étant en pleine guerre".

Néanmoins, la privatisation et le retrait de l'armée des fonctions gouvernementales semblent peu probables à court terme.

EGLISE

LE VATICAN FAIT L'ELOGE DE LA LETTRE DE L'EPISCOPAT GUATEMALTEQUE

Le 9 juillet, l'archevêque Prospero Penados del Barrio a fait savoir que la lettre pastorale de la Conférence Episcopale du Guatemala avait été jugée courageuse par le Pape Jean Paul II.

La lettre désigne l'injustice sociale et la répression gouvernementale comme les causes de la crise que traverse le Guatemala.

Selon l'archevêque, qui a récemment effectué un voyage à Rome, Jean Paul II encourage l'Eglise guatémaltèque à se maintenir "aux côtés du peuple". "D'autres autorités du Vatican ont également fait l'éloge de la lettre pastorale".

INSURRECTION

EMBUSCADE DANS LE QUICHE

th
L'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) a fait savoir le 5 juillet que les troupes gouvernementales ont perdu 8 hommes et un véhicule militaire lors d'une embuscade tendue le 21 juin à un convoi militaire (composé de 5 véhicules), entre les villages de Nevaj et Tzabal, dans le département du Quiché (Nord-Ouest du pays).

ok

DEUX EMBUSCADES DANS LE PETEN

Les Forces Armées Rebelles (FAR) ont tendu le 30 juin deux embuscades aux troupes gouvernementales dans les villages Cristo Rey et Colpeten, dans le département du Peten (Nord du pays). Le nombre de pertes n'a pas été déterminé.

On apprend également l'occupation d'un tronçon de la route traversant le département du Peten, où les forces de la guérilla ont tenu un meeting avec les passagers des véhicules.

Le personnel de l'hôpital militaire de la capitale a confirmé l'entrée de plusieurs blessés en provenance du Peten et l'armée a reconnu avoir souffert au moins 5 pertes.

ATTAQUES DANS LA CAPITALE ET A SOLOLA

L'armée a reconnu que 3 militaires avaient été blessés à la suite d'une embuscade tendue dans le centre de la capitale le 7 juillet. Le grade des militaires n'a pas été spécifié.

Le lieutenant colonel Edgar Djalma Dominguez, porte-parole de l'armée, a fait savoir le 10 qu'un détachement de la police du contrôle économique avait été attaqué les premiers jours de juillet par les insurgés dans le département de Solola. Dominguez a reconnu la mort d'un garde, mais a omis d'autres détails de l'attaque. L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) opère habituellement dans cette zone.

DROITS DE L'HOMME

RECOURS EN HABEAS CORPUS

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a présenté le 5 juillet devant la Cour suprême de justice 246 recours en habeas corpus contre les forces de sécurité du gouvernement.

La CDHG a déjà déposé près de 500 recours du même genre depuis le début de l'année, en faveur de personnes qui, selon leurs proches et selon des témoins, ont été enlevées par des policiers ou des soldats, en uniforme ou en civil, en différents points du pays. Ces personnes n'ont pas été présentées devant les tribunaux pénaux.

ON DEMANDE LA LIBERATION DES DISPARUS

Les familles de 53 personnes portées disparues ont demandé le 6 juillet au général Mejia Victores, la réapparition en vie des êtres qui leur sont chers. Les familles, réunies dans le "groupe en faveur de la réapparition en vie de nos fils, époux, pères et frères", ont fait publier dans la presse des dépliants portant les noms et les photographies des 53 disparus.

VIOLENCE OFFICIELLE APRES LES ELECTIONS

11 assassinés, 17 blessés et 10 personnes enlevées dans des opérations menées par les forces de sécurité entre le 27 juin et le 11 juillet, tel est le bilan provisoire de la violence officielle dans le pays, selon des données recueillies auprès de la presse et des organismes d'assistance.

Joselito Valdez, 21 ans, a été enlevé le 8 juillet par des effectifs gouvernementaux, qui ont utilisé plusieurs véhicules. Peu après, ses ravisseurs l'ont jeté du véhicule tout en tirant sur lui. L'un d'eux est descendu de l'auto et l'a frappé de plusieurs coups de poignard.

Mercedes Rodriguez Ramos est morte sous les coups de deux policiers Edouardo Rodriguez et Ernesto Luna dans le poste de police de la ville de Puerto Barrios, située au Nord du pays.

Un rapport de la police nationale précise que M. Rodriguez Ramos est morte d'une "péritonite généralisée, d'un éclatement du petit intestin, de graves contusions et d'une fracture des côtes".

ASSASSINATS EN PRISON

Un sous-lieutenant d'infanterie et deux membres du service de sécurité de l'Institut National d'Electrification (INDE), détenus dans la prison de Pavon et accusés de l'enlèvement de l'industriel Angel Sanchez, ont été assassinés le 4 à l'intérieur du centre pénitenciaire.

Un inculpé est mort et un autre a été gravement blessé lors de l'attaque lancée par la brigade spéciale de la police nationale pour venir à bout de la mutinerie déclenchée en signe de protestation contre les assassinats.

Selon les inculpés, on a découvert le 4 juillet au matin les cadavres torturés de Manual Chacon, Miguel Angel Pac et Ruben Munoz qui avaient été appelés la veille au département juridique de la prison. On avait alors noté un renforcement de la garde, où figuraient également des membres de l'armée.

Un capitaine de l'armée, soupçonné d'avoir dirigé l'enlèvement de l'industriel Sanchez, a été assassiné par les forces gouvernementales sur les lieux de sa détention.